

MOTION

L'éducation n'est pas une charge, c'est un investissement pour l'avenir !

Le CDEN dénonce le manque de moyens et d'ambition pour l'École de nos enfants. Réinvestir dans l'éducation est une urgence, un choix politique et un grand défi dans une société en crise. La situation dramatique de notre système éducatif oblige à recourir à des mesures exceptionnelles, en complément de celles annoncées par le Ministre, pour assurer une rentrée 2012 à minima pour tous les élèves. Les 1 000 postes proposés pour la rentrée sont un bon début mais nous sommes loin des 80 000 postes détruits dans l'éducation depuis 5 ans. Ecoles, collèges, lycées, tous les niveaux d'enseignement ont subi des retraits de postes injustifiés, tous les niveaux d'enseignement ont besoin de créations massives de postes. Nous demandons que les situations ardéchoises d'urgence dans certains établissements trouvent une solution dès la prochaine rentrée.

*Le CDEN en appelle à toutes les autorités, à tous les acteurs de l'Éducation nationale et exige, dès maintenant, un « collectif budgétaire » qui prendra en compte les priorités éducatives et sociales de la Nation. Il exige que **l'argent public aille uniquement à l'École publique**. Il appelle l'État à respecter son premier devoir : développer et défendre le service public d'éducation. Il demande donc solennellement l'abrogation de la loi Carle et la suppression des avantages fiscaux qui favorisent le développement des organismes de soutien scolaire privés.*

Dans le cadre d'un service public de proximité, le CDEN revendique l'ouverture d'écoles publiques là où le territoire en est dépourvu. Le CDEN exige que l'état soit garant d'un enseignement de qualité pour tous les enfants et les jeunes, sans incidence financière quelle que soit leur situation géographique. Dans ce cadre, nous dénonçons les suppressions envisagés dans les autres ministères ou encore chez les personnels administratifs de l'Éducation Nationale !

Le collège unique a été remis en question ces dernières années à travers une logique de mise en concurrence, de tri et d'individualisation des parcours scolaires. La déssectorisation n'a fait qu'aggraver les inégalités en créant des établissements ghettos. Le nombre d'élèves par classe n'a cessé d'augmenter ; Il est inacceptable que des élèves de 14 ans soient « exfiltrés » du collège pour tous vers des formations en CFA ou en LP qu'ils n'ont pas choisies, sur la seule base de leurs difficultés scolaires. Le CDEN affirme que le collège unique s'impose comme la meilleure arme de lutte contre les inégalités à l'école en apportant un enseignement commun à tous les jeunes de notre pays. Il exige sa rénovation, pensée dans le cadre d'une transformation plus large de l'école.

Afin que l'école pour tous devienne une réalité, le CDEN exige que la loi de février 2005 soit appliquée en y allouant les moyens nécessaires. Tout élève en situation de handicap doit bénéficier de l'accompagnement humain et matériel qui lui a été notifié par la MDPH.